

Interview Ibrahim Awad

# L'Égypte joue son destin

Ibrahim Awad, directeur du programme des migrations au Bureau international du travail, professeur en sciences politiques à l'université américaine du Caire et auteur de plusieurs recherches sur l'emploi et le développement, a accordé un entretien exclusif au quotidien Albalad.

Propos recueillis  
par Lina kennouche

Il a dans un premier temps livré une analyse politique approfondie de la situation de crise que connaît actuellement le régime égyptien, et des scénarios possibles pour sortir de cette impasse. Il s'est ensuite confié sur la conférence organisée par l'institut universitaire européen sur le thème de l'immigration économique hautement qualifiée, qui se tient aujourd'hui à l'Université Saint-Joseph et explicité la thèse qu'il entend mettre en avant lors de son intervention.

**Quelle est la nature de cette crise en gestation?**

Le système politique égyptien est face à un moment décisif, il est confronté à des contestations d'ordres écono-

mique, politique et social. Les politiques économiques à l'œuvre ont conduit à une concentration des revenus et à de profonds décalages socio-économiques. Les revendications sociales prennent de l'ampleur, et pour l'instant le système en place est incapable d'endiguer la crise. Les élections législatives de novembre devraient placer les acteurs politiques face à leurs responsabilités et favoriser la recherche des solutions à une question qui menace aujourd'hui la stabilité du régime. Il convient de mettre en place des structures capables de produire des politiques qui répondent



Ibrahim Awad analyse la crise sociale qui fait rage en Égypte.

aux attentes populaires.

**Qu'en est-il de l'aide américaine supposée alimenter l'économie égyptienne ?**

C'est une idée reçue que de dire l'Égypte dépend économiquement des États-Unis. Les fonds versés au Caire sont de l'ordre de 2,3 milliards de dollars dont 1,5 milliards sont affectés

aux dépenses militaires. Il ne reste que 800 millions d'aide civile, dépensés en partie pour financer les importations de produits américains. L'aide américaine ne constitue que 0,5 pour cent du secteur de l'économie nationale.

**Ces revendications pourraient être captées par des forces politiques qui s'opposent au régime en place, pourraient-elles par exemple faire le jeu des frères musulmans ?**

Si les frères musulmans sont de plus en plus

forts, c'est parce que le régime leur a offert cette possibilité, par son incapacité à répondre jusque-là aux revendications socio-économiques. Mais ils ne sont pas les seuls, il existe d'autres courants politiques qui se manifestent plus ouvertement. Mais la législation en place limite les moyens d'actions de ces mouvements politiques qui ne sont pas suffisamment structurés pour être véritablement visibles sur la scène politique locale.

**L'Égypte et la Jordanie ont été associées au processus de paix, Washington a sollicité leur présence à la table des discussions. Quelles seraient les répercussions**

**en Égypte d'un éventuel échec des pourparlers directs israélo-palestiniens ?**

Il n'y aura pas d'effet immédiat mais l'approche du processus de paix risque d'être discréditée et la dépendance politique de l'Égypte envers l'axe de Washington remise en cause. En revanche, il y a davantage de conséquences engageant le Caire dans l'aboutissement de ces pourparlers. L'Autorité

**Il y a davantage de conséquences engageant le Caire**

Palestinienne est faible, elle pourrait céder sur des enjeux capitaux et parvenir à un accord qui bouleverserait l'équilibre des forces géopolitiques dans la région en entraînant une redistribution des cartes qui ne serait pas nécessairement favorable aux intérêts égyptiens.

**Au moment de la guerre sur Gaza, l'Égypte a été vivement critiquée pour sa décision de fermer sa frontière avec la bande de Gaza. Le leader de la Résistance libanaise a adressé des reproches cinglants à Moubarak qui a dénon-**



La cherté de la vie est à l'origine de manifestations qui pourraient remettre en cause le régime en place.

## Exclusif

Le politologue Ibrahim Awad expose la thèse économique qu'il entend défendre lors de son intervention aujourd'hui à la conférence, organisée par l'institut universitaire européen en partenariat avec le BIT et l'USJ, et qui porte sur «la migration hautement qualifiée à partir, vers et à travers les pays du sud et de l'Est de la méditerranée et de l'Afrique subsaharienne ». Il conteste la thèse selon laquelle un taux de chômage très élevé des diplômés n'affecte pas le développement économique d'un pays. Il s'appuie pour déconstruire ce raisonnement sur l'idée que les ressources financières d'un pays sont

mobilisées pour former un capital humain qui ira exercer ses compétences à l'étranger. Il n'y a donc pas de retour sur investissement. La fuite des cerveaux des diplômés universitaires est due à des structures économiques stagnantes et est renforcée par la mise en œuvre des politiques néolibérales et des recettes de développement du FMI qui prévoit des programmes d'ajustements structurels qui ne tiennent pas compte des réalités économiques des pays en voie de développement. Ces PAS, mettent en place des plans d'austérité et ont des effets sociaux catastrophiques, produits du démantèlement des structures

économiques locales. Ils se traduisent par une réduction des politiques sociales et se concentrent sur des secteurs à basses valeurs ajoutées comme l'immobilier ce qui a pour conséquence première le bradage des secteurs productifs. Or une économie viable a nécessairement besoin de développer le secteur agricole et industriel, deux secteurs fondamentaux pour sortir de l'économie léthargique de rente. La théorie selon laquelle le commerce et la migration sont échangeables est totalement réfutée par cet économiste qui précise que les deux convergent dans le même sens.